

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1964)
Heft: 23

Artikel: Rocades au Conseil fédéral
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1026926>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 23.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

il ne sert à rien de le dissimuler. Mais quitte à être taxé d'avocat du diable, il faut que nous mettions ceci en évidence : l'œuvre de Sade abonde en imprécations contre le crime abstrait, avalisé par la raison d'Etat. Dignitaire d'une section révolutionnaire, il refusera de pourvoir la guillotine : cette conduite lui vaudra un emprisonnement pour modérantisme... L'ancien ci-devant est resté un despote, mais la tyrannie que de ses vœux ardents il appelle est celle de la licence. Quand même elle lui permettrait — en temps de crise — d'habiller ses vices du prestige de la vertu, la loi réfrigère le libertin.

Fauteur de troubles, facteur de dissolution, Sade ne peut être réclamé par personne. L'anarchisme le plus pur ne saurait s'avouer son disciple. Dans la mesure où le marquis donne à l'éthique la préférence sur la politique, il rassure les gens de droite : ce chantre effrayant de l'individu peut passer pour leur homme. Mais son extrémisme ? Inacceptable. Et nous, quel mérite concédons-nous à ce cas-limite de la littérature ? Sans que nous épousions ses noires sornneries, l'œuvre de Sade nous fait nous ressouvenir que le conflit dialectique entre le social et l'individuel demeure irrésolu.

Ni divin marquis ni démon, Sade : inquiéteur.

Cherpillod.

1 C'est, entre autres, un des exploits du Don Juan de Molière qui est un portrait de « grand seigneur méchant homme ». Et ce n'est pas ce détail-ci qui semble avoir choqué les spectateurs du XVII^e siècle.

2 Le frère de Louis XIV, Monsieur ; l'oncle du prince de Condé, M. de Charolais, par dessus le marché meurtrier impuni.

3 Simone de Beauvoir : *Faut-il brûler Sade* ? qui s'inspire, sans toujours le dire, des remarquables travaux de Maurice Heine. Réd. : N'est-ce pas assagir et récupérer Sade que de contester le pouvoir bouleversant de son érotomanie ? Tout en laissant à Cherpillod la responsabilité de sa thèse, nous en avons longuement discuté, sans nous mettre d'accord.

4 Joris-Louis Huysmans : *A rebours*.

5 Pierre Klossowski : *Sade, mon prochain*.

6 Législateur de Tamoé, société collectiviste imaginaire (Allne et Valcour).

Un forum expérimental

Le forum consacré à la recherche pédagogique a été en lui-même une expérience intéressante. Tout d'abord, on constate que la recherche est désormais une exigence que posent les enseignants eux-mêmes. Elle est liée à l'efficacité de leur métier, et à sa révalorisation. Ensuite, elle change les conditions de tout débat. Revendiquer un statut pour le chercheur, réclamer une organisation de la recherche, montrer quel serait son champ d'application, cette manière d'aborder les problèmes scolaires a pour conséquence de dépassionner les questions. On substitue à des prises de position d'autant plus violentes qu'elles sont indémontrables, une volonté de vérification dans les faits et d'expérimentation.

M. A. M. croit, quant à lui, qu'il n'y a qu'à... Quand on sait où sont les responsabilités, en ce domaine, il est plaisant de le voir écrire dans la gouvernementale « Nouvelle Revue ».

Il est question de créer un centre de recherche pédagogique. Eh bien, créez, Messieurs, créez !

On se demande si tous les élèves de douze ans ne devraient pas apprendre l'allemand, et ceci posé, quel allemand ?

A vous d'en décider, Messieurs ! Si la semaine de cinq jours passait du domaine de la vie économique à celui de l'école, comme on peut le prévoir, il faudrait repenser tout le programme.

Repensez, Messieurs, repensez !

Il est parfaitement exact que des gens, en grand nombre, sont réfractaires à toute réforme, ainsi que l'a dit, non sans humour, M. Philippe Müller, et qu'ils se cramponnent aux vieilles méthodes : « Puisque ça a si bien réussi dans notre cas, pensent-ils, ça ne peut pas faire de mal aux autres... »

Il y a donc bien des obstacles et des résistances à briser...

Brissez, Messieurs, brisez !

Et revenez-nous dans dix ans, non pour nous exposer ce qu'il faudrait faire, mais ce qu'on a fait.

Alors, qu'est-ce qu'on brise ?

Rocades au Conseil fédéral

Pendant longtemps, les observateurs des mœurs politiques suisses déclaraient : il y a une chose que le Parlement helvétique accomplit en toute conscience : c'est l'élection du Conseil fédéral.

Aujourd'hui, ils ne tiennent plus ce langage tant les faiblesses de l'équipe gouvernementale sont évidentes, d'autant plus que M. Wahlen, une des têtes solides du Conseil fédéral, est empêché par la maladie de se consacrer pleinement à son travail.

On ignore pas que de larges milieux — même radicaux — attendent la démission de M. Chaudet. Ce n'est pas que l'affaire des « Mirage » les empêche de dormir. Ils sont stratégiques, certes, mais en politique. Quand ils roquent, ils ne déplacent pas des corps d'armée, mais des magistrats fédéraux. Donc, M. Chaudet parti, on bombardera M. Bonvin au Département militaire. Il y sera (encore ce langage de champ de bataille) in-offensif. Ainsi, le Département des finances pourra être confié à un magistrat qui connaisse de près les questions financières. Quant à M. Schaffner, il n'échappe à personne, et surtout pas aux hauts fonctionnaires du Département politique, qu'il s'intéresse de près à la succession de M. Wahlen.

Ainsi le bige Schaffner-Bonvin, responsable de notre politique économique, au moment de la crise la plus grave que nous connaissons depuis l'après-guerre va dételier, volens nolens.

Alors que de difficiles options nous attendent, cette vacance du pouvoir est assez inquiétante.

Quand auront lieu ces permutations ?

Il semble bien qu'on n'attendra pas la fin de la législature. Certains parlent même du printemps 1965.

Yves Velan «de la fête à la consommation sans joie»

ment à une minorité et puis d'en inventer sans cesse de nouveaux, autrement dit de rendre tous les hommes sans cesse plus maîtres d'eux-mêmes, en leur permettant de se déplacer plus facilement, de conserver mieux leurs denrées, d'accéder aisément à la culture et au monde, etc. Mais le projet a été radicalement dévié : l'acquisition de l'objet prime désormais le parti à en tirer, et l'on a habitué les gens à cette déviation. Car enfin — et encore une fois ce n'est pas moi que le dit, mais les instituts de psychologie commerciale, qui règnent toujours plus sur les grandes firmes industrielles — seule une minorité infime veut vraiment une voiture pour en faire un outil. La plupart du temps, on l'exige simplement parce que les autres en ont une. Plutôt que de motivations, il s'agit de significations, c'est-à-dire de l'ensemble des rapports qu'ont les hommes avec les objets et entre eux. Or cela pose un autre problème, précisément pour un journal comme le vôtre, ou le nôtre, puisqu'il est plus qu'un simple journal. Vous aurez difficilement accès aux « ressorts » du capitalisme...

D.P. — Mais il n'y a pas de secrets du capitalisme. Son pouvoir n'est pas magique. Certes, les conseils d'administration ne délibèrent pas sur la place publique. Mais il faut bien que la production industrielle s'exprime en salaires, en bénéfices, en investissements, en exportations, données qui peuvent être connues (mal, il est vrai, parce que nos comptes nationaux sont imparfaits) et interprétées. Ils sont là, les secrets du capitalisme.

Velan — Est-ce vraiment le plus important ? Est-il vraiment important de savoir quels bénéfices sidérants fait l'industrie chimique sur un cachet contre la migraine ? Oh ! sans doute, c'est un clou sur lequel il est bon de frapper et rien n'est plus nécessaire que montrer, par exemple, la disparité de la prospérité, soit entre les personnes et leur importance productive, soit entre les institutions (grosseur

des profits privés, maigreurs des sommes consacrées à la recherche, etc.). Mais d'une part les informations, me semble-t-il, ne sont pas aussi faciles à obtenir que vous le dites, d'autre part cela ne préoccupe qu'une minorité consciente ; les autres peuvent éprouver de la jalousie, ils n'en admettent pas moins le système, et souvent la jalousie ne va pas sans admiration. Leur désir profond est d'imiter, de s'égaler, de s'intégrer. Ce qu'il faut leur montrer, c'est que contrairement à ce qu'ils croient, ils vivent mal, que même si leur salaire était doublé, ils ne vivraient pas mieux puisqu'ils retrouveraient l'aliénation et l'insatisfaction à une échelle simplement supérieure. Or c'est là où le capitalisme est le plus « faible », où il ne peut pas ne pas apparaître, puisque c'est celui des rapports humains, de la manière dont les hommes vivent leur société. Et ce terrain est en même temps celui où des méthodes nouvelles se sont aguerries, assez subtiles, peu sérieuses aux yeux des « réalistes », mais effectivement chargées d'un grand pouvoir détersif. Le capitalisme n'est pas seulement un enchaînement de lois économiques. Il est aussi une structure. Il existe tout entier dans ses signes. Pourquoi ne pas faire porter sur eux une partie du poids de notre interrogation ? Il y a une aussi grande fécondité à examiner les rales d'un dentifrice et ce qu'elles visent, pour reprendre notre exemple, que le rapport de gestion d'Hoffmann La Roche. Et cinquante pages des *Mythologies* de Roland Barthes en apprennent autant sur le fonctionnement réel de notre société que cinquante volumes d'économistes bien intentionnés.

D.P. — Incontestablement ces méthodes peuvent être utiles. L'arsenal critique ne sera jamais assez complet. S'il y a une mise en condition par la publicité, on peut imaginer mille formes de contre-publicité ou de démythification, littéraire, cinématographique, etc. Mais pas plus qu'il n'y a un secret magique du capitalisme, il n'y a de contre-poison magique.

Les cinquante pages qui en disent plus que les cinquante volumes, c'est l'éternelle illusion littéraire de tenir dans les mots le raccourci, la clé du ciel. D'ailleurs, il y a un critère à considérer. C'est la capacité de la société de « récupérer » ce qui la met en cause. Art et littérature, hélas, sont éminemment récupérables. La provocation et le défi se vendent. Le snobisme s'empare des plus beaux refus.

Velan — Mais en restant sur le terrain économique, on risque d'accepter le jeu de l'adversaire. Croire que l'aliénation est économique, c'est à la limite une idée réactionnaire, celle précisément que le néo-capitalisme veut nous faire accepter : que l'avarice est le but de notre existence alors qu'il devrait en être le moyen. Son but à lui d'autre part est de se donner comme une société naturelle. L'y aiderons-nous en refusant de le saisir là où il se montre ?

D.P. — Mais la contestation de l'avarice, de la morale du consommateur, acheter, posséder, gaspiller, exige que l'on joue le jeu économique : il s'agit de connaître quelle part du revenu national on conservera à la culture, à l'éducation, à l'*« inutile »*. Dans notre numéro 17, nous donnons cet exemple des Finlandais qui, dans les asiles de vieillards, apprennent un métier à ces vieilles gens, sans aucun souci du rendement faut-il le dire, mais pour la dignité humaine défendue jusqu'au bout. La joie créatrice multipliée, cela n'est pas un bien achetable, et pourtant cela coûte, cela implique une dépense sociale ; on ne quitte pas l'économique.

Velan — Bien sûr. Et vive la Finlande quoique, j'en ai peur, ces vieillards soient aussi « récupérables » en fin de compte. Car vous posez implicitement une question désespérée : y a-t-il, en ce moment, des négociations véritables, des négations dont le capitalisme ne fasse pas son profit ? Or si ces négociations sont économiques, en d'autres termes s'expriment par des réformes, ne se traduiront-elles pas par une aliénation renforcée ?